

Introduction

“ Mon dernier round c'est mon combat final. Espérons qu'au-delà de moi les lecteurs le prolongeront. ”

Ce message du général BIGEARD laissé à ses lecteurs en conclusion de son dernier ouvrage « Mon dernier round » ne peut pas laisser insensibles et silencieux les citoyens français qui s'intéressent un minimum à leur avenir et à celui de leur descendance et donc à celui de la France. Cela serait d'autant plus difficile et inacceptable que son dernier round avait suivi son ouvrage intitulé “Adieu ma France ”, véritable cri de révolte et de désespérance face à l'évolution de notre société, installée aujourd'hui dans une crise morale sans précédent car ayant manifestement perdu ses repères.

A fortiori, pour qui a servi l'Etat et donc la Nation sous l'uniforme, comme lui, rester muet aujourd'hui devant l'évolution décadente à bien des égards de notre société et des menaces qui pèsent sur elle ainsi que du rôle de plus en plus limité de notre pays dans les affaires du monde, serait coupable. Cela témoignerait en outre d'une résignation blâmable qui ne correspond pas aux valeurs inhérentes à cette culture militaire inculquée à ces fils de la Nation qui ont choisi de la servir et que sont l'honneur, la patrie, la fidélité, la rigueur, la discipline, l'obéissance, le dévouement, le sens du devoir, le sacrifice, autant de valeurs ou de notions qui n'ont aujourd'hui malheureusement presque plus cours dans notre société.

En plus de ce dernier message lancé comme une bouteille à la mer, ce grand serviteur de la France, qui en d'autres temps aurait été maréchal d'empire, a choisi de lancer son dernier coup de gueule en rejoignant ses braves un 18 juin – quel symbole ! – date associée à un autre acte de résistance et de refus. En effet, le 18 juin 1940, le général de GAULLE lançait depuis Londres son célèbre message, acte de refus et de résistance exemplaire face à l'honneur de la patrie bafoué, marquant ainsi sa fidélité à des principes et des valeurs qui ont finalement triomphé.

Et ce symbole résonne comme une invitation, un appel pressant, une insistance poignante qui invitent à entrer en résistance et à provoquer le réveil du peuple de France.

Alors, pour que le dernier round du général BIGEARD ne soit pas celui de la France, son message de résistance et de refus est relayé et prolongé ici dans une démarche qui s'inscrit dans une opération citoyenne. Cette dernière est d'autant plus nécessaire que l'unité de la Nation est menacée en raison de la naïveté, la pusillanimité, l'absence de clairvoyance, le manque de courage, le déni de réalité, la perte de repères avec le monde réel de nos élites politiques, tous partis confondus, et ce depuis plusieurs décennies, voire l'absence ou la méconnaissance totale de nos traditions et de nos valeurs révélées récemment par certains.

C'est pourquoi, après avoir été tenu pendant une quarantaine d'années au devoir de réserve, au service de la France, il est maintenant temps d'exercer non seulement un droit mais surtout un devoir d'expression, toujours au service de la France.

D'ailleurs, tous ceux qui ont exercé des responsabilités au sein de l'Etat ou de la société devraient aujourd'hui se décider à exercer ce devoir d'expression. Cela devient urgent. Car on ne peut pas accepter que le politique renonce au rôle noble qui est le sien, c'est à dire agir pour influencer sur le cours des choses pour le bien commun, dans l'intérêt général de l'Etat et de la Nation caractérisée par son identité. Et si sur des sujets importants et sensibles le politique refuse de prendre ses responsabilités, le peuple est en dernier ressort souverain et il suffit de le consulter. Au besoin, ce dernier doit exiger d'être consulté. C'est son droit et son devoir. C'est aussi cela la démocratie. La vraie, et non pas une pseudo-démocratie dont le nom ne cache en fait qu'un système oligarchique. Sinon, il faut changer de système politique.

Ce nouveau message de résistance et de refus dresse, le lecteur le comprendra, un constat accablant et insupportable de la situation de notre pays en raison des conséquences d'une immigration extra-européenne complètement incontrôlée; il sera probablement plus sévère et

certainement plus impertinent que celui du général BIGEARD à l'égard des responsables politiques trop souvent enclins à rester soumis à la pensée unique et au politiquement correct, et à pratiquer la langue de bois, le clientélisme et la démagogie tout en négligeant l'essentiel, l'unité de la Nation.

Et la question que pourraient se poser nos concitoyens ou qu'ils pourraient poser à nos responsables politiques est la suivante : comment corriger ce cours néfaste des choses pour redresser une situation déjà bien dégradée ? La réponse est vitale.

Cependant, sur un plan dialectique cette question est prématurée. La première question qui se pose en effet est plutôt celle-ci : pourquoi en est-on arrivé à cette situation ? La réponse suffisamment éloquente et lumineuse devrait permettre d'aborder ensuite la question du comment corriger cette situation. Car on n'obtiendra jamais de résultats satisfaisants en ne tentant de traiter que les symptômes alors qu'il faut s'attaquer aux causes, ce qui demande aujourd'hui une bonne dose de courage compte tenu du retard considérable pris. Mais cela est encore possible.

Alors, devant l'évolution subie et non pas choisie du cours des choses dans notre monde en ce début de XXI^{ème} siècle en raison de la démission du politique, il ne suffit pas pour le citoyen de s'indigner. S'indigner, c'est bien, c'est légitime, mais cela ne suffit pas. Cela ne doit être qu'une première étape, une prise de conscience. Sinon c'est simplement se donner bonne conscience et finalement se résigner et accepter le cours néfaste des choses. Il faut en effet que le citoyen résiste, marque son refus, s'exprime en faisant en sorte que la majorité silencieuse se manifeste enfin concrètement pour forcer le changement des choses. Alors, exprimons-nous ! Résistons ! Manifestons-nous ! Notre avenir commun est en jeu.

D'abord, il faut montrer pourquoi notre société se délite en raison de l'interaction de trois facteurs qui conduisent insidieusement à cette désagrégation : d'une part, le rôle du politique qui n'est pas assuré comme il devrait l'être, d'autre part, le règne de ce despotisme, de ce terrorisme intellectuel communément appelé le " politiquement correct " qui exerce une telle dictature, une telle tyrannie, une telle oppression que notre liberté d'expression est de plus en plus menacée, enfin une mondialisation marquée par la perte du sens du collectif, le règne de la loi du marché, la relégation de l'être humain au rôle de producteur-consommateur interchangeable, sans compter les dégâts qu'elle inflige à l'identité nationale.

De ces trois facteurs, le premier est fondamental et probablement le plus important car en l'absence d'une action volontaire du politique les deux autres peuvent prospérer de façon incontrôlée au détriment de notre cohésion nationale et de notre cohésion sociale.

Ensuite, il faut oser établir - la démarche est déjà politiquement incorrecte - un état de la situation de notre pays qui est le résultat direct de l'interaction des facteurs évoqués. Ce constat, alarmant et révoltant, s'appuiera sur des faits difficilement contestables car tirés d'études objectives. Ils découlent en fait des choix aberrants et insensés arrêtés depuis les années 1970, voire des non-choix et du laxisme de la classe politique dont les effets sont destructeurs sur l'unité et l'identité de notre Nation.

Parmi ces sujets rarement abordés sereinement et jamais traités avec objectivité car devenus tabous précisément à cause de cette dictature intellectuelle qui cherche en permanence à supprimer notre liberté de penser, il faut citer l'immigration extra-européenne massive et incontrôlée. Il faut également mentionner les choix incohérents et inconséquents sur les mesures d'intégration de cette immigration non européenne, les mesures d'aide sociale qui ne font qu'aggraver la situation, notamment avec l'immigration illégale, sans oublier celles appliquées par l'Education nationale qui participent à cette désintégration annoncée.

On constatera, de surcroît, qu'en décidant la professionnalisation de nos forces armées et en suspendant le service militaire sans remplacer ce creuset républicain qui avait le mérite

d'inculquer des principes et des valeurs indispensables pour favoriser au moins le vivre-ensemble, sinon le sentiment d'appartenir à une nation, on a aggravé la prise de distance, la rupture et l'hostilité d'une partie de la jeunesse - qui ne se considère pas française - avec nos valeurs.

C'est donc à terme notre identité qui est menacée et qu'il convient de défendre sereinement mais fermement, n'en déplaise à certains, face à ceux qui revendiquent la leur et qui voudraient imposer leur mode de vie dans le pays qui les a accueillis et qui leur permet pourtant de vivre, enfin, décemment.

Mais cette évolution de la situation touche l'ensemble du continent européen et il faut avoir le courage d'évoquer l'islam qui occupe une place trop importante dans cette immigration qui se réclame d'un système politique conquérant incompatible aujourd'hui avec la démocratie et qui conduit inévitablement au communautarisme, et, n'en doutons pas, à terme à l'affrontement et donc à la violence. D'ailleurs, depuis le mois de décembre 2010 nous assistons à une révolte au sein-même du monde arabo-musulman, et on ne peut pas s'affranchir d'une réflexion sur cette « révolution » en cours et sur ses conséquences qui nous concernent au premier chef.

On ne peut pas éviter dans ce contexte, une réflexion, non pas sur l'état de nos forces armées qui mériterait à lui seul une étude complète tant est totale l'inadéquation entre les prétentions affichées en terme d'influence sur le plan international et les moyens sans cesse réduits qui leur sont consacrés, mais sur leur engagement en Afghanistan.

Car, on ne voit pas très bien l'intérêt de cet engagement sur une longue durée sur un théâtre comme l'Afghanistan, alors que, de surcroît, nos soldats, ces fils de la Nation, sacrifient leur vie dans l'indifférence la plus totale de nos médias et de la société civile. On peut même dire au mépris dont ils sont finalement l'objet de la part de certains, élus qui plus est, qui n'hésitent pas à vouloir donner le nom du jeune Tunisien qui a provoqué la révolte du monde arabo-musulman à une rue ou une place de notre capitale, alors qu'aucun de nos héros tombés en Afghanistan en défendant la liberté ne bénéficie de ce privilège !

Enfin, il faut bien évidemment s'interroger sur certaines décisions prises par cette Union européenne dirigée par des technocrates, parfois arrogants, qui oublie que cette institution a été créée à l'origine pour instaurer une paix durable entre ses membres, faciliter et développer leurs échanges économiques, élever leur niveau de vie, mettre sur pied un projet politique et protéger les citoyens européens.

Il faudra bien se décider à consulter les citoyens européens sur des sujets qui conditionnent leur avenir au lieu de leur imposer des décisions contraires à leurs intérêts. Ce déficit démocratique constitue un véritable mépris à leur égard. C'est pourquoi, le citoyen européen doit être consulté.

C'est ainsi que le problème de la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne doit être réglé une fois pour toutes et le plus rapidement possible. Il est paradoxal que les responsables politiques européens puissent se poser encore la question de cette adhésion à une entité européenne par un pays qui n'est pas européen. C'est notre droit de citoyen de dire non à cette adhésion et il serait temps d'imiter nos voisins suisses sur le référendum d'initiative populaire. Il faut que les responsables politiques écoutent le peuple. L'avenir des Européens appartient aux peuples européens et non pas à des technocrates non élus qui ne représentent qu'eux-mêmes.

Devant un tel constat, nos concitoyens ne peuvent plus rester silencieux. Ils sont les héritiers d'une Histoire, d'une culture qui ont fait ce qu'ils sont, c'est à dire une grande nation, patrie des droits de l'homme et terre d'accueil pour les opprimés, dont ils doivent être fiers, mais

dont la générosité héritée de ses racines chrétiennes ne doit pas devenir une faiblesse conduisant à son éclatement en raison de la fracture identitaire qui est en marche à cause de l'imprévoyance, du manque de clairvoyance et de courage de ses élites et de ses responsables politiques.

Alors, il est vrai que pour un soldat, pour un officier habitué à commander, à obéir et à servir pour le bien commun, le penchant naturel serait de s'imposer une certaine discrétion, une certaine circonspection dans ses propos, dans ses relations dans la vie citoyenne et politique, habitué en fait à ce sacro-saint DEVOIR DE RÉSERVE qui a marqué sa vie professionnelle au sein de la Grande Muette.

Eh bien, aujourd'hui, s'agissant de thèmes relatifs à l'évolution de la société, aux problèmes posés par une immigration massive et incontrôlée, et à ses conséquences sur la Nation et sur la démocratie, à la transformation de cette Union européenne qui non seulement ne sait pas protéger ses citoyens mais les ignore, voire à l'engagement de nos forces armées sur les théâtres extérieurs ou aux moyens qui leur sont alloués, l'officier général que je suis a un DEVOIR D'EXPRESSION en tant que citoyen responsable, engagé et, comme tant d'autres, soucieux de l'avenir et de la préservation des intérêts de la France et de l'unité de la Nation.

Il est donc temps pour le peuple de France de reprendre en main son destin.